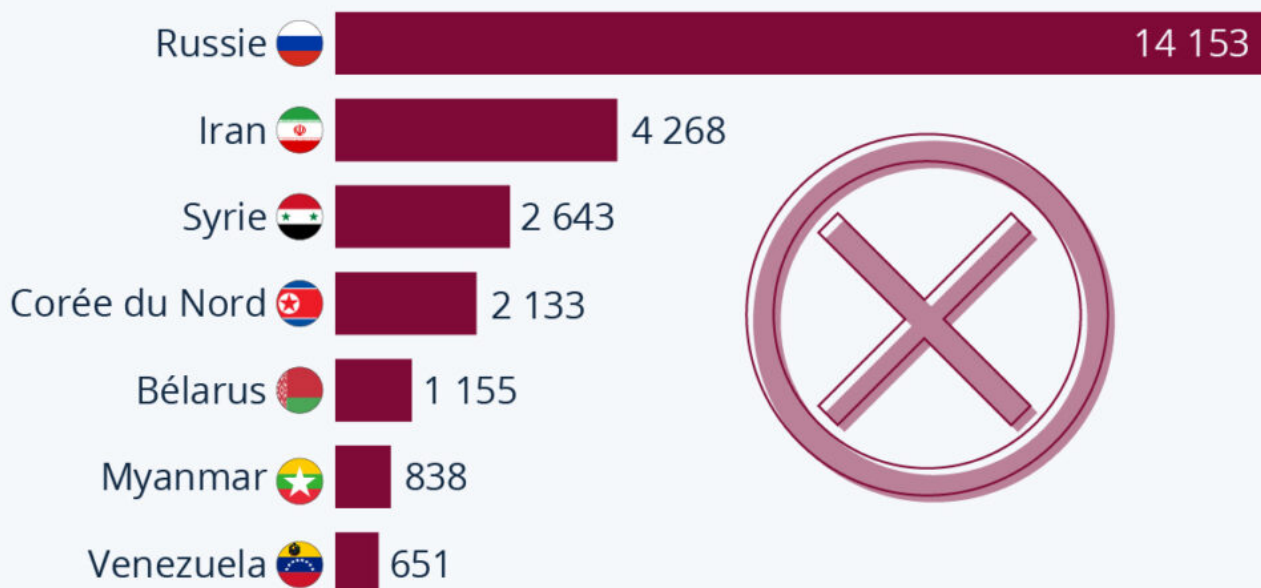


Écrit par le 9 juin 2026

Les pays les plus sanctionnés au monde

Les pays les plus sanctionnés au monde

Nombre de sanctions actuellement en vigueur par pays en 2023



En date du 27 février 2023

Source : Castellum.AI



statista

Après l'[invasion de l'Ukraine](#) en février 2022, la Russie est devenue le pays le plus sanctionné au monde.

Écrit par le 9 juin 2026

L'État eurasiatique compte au total 14 153 mesures restrictives actives, dont la plupart ont été imposées depuis le 22 février 2022. Selon la plateforme de surveillance des sanctions [Castellum.AI](#), la Russie avait 2 695 [sanctions en vigueur](#) avant la violente occupation du territoire ukrainien et 11 458 depuis, dépassant ainsi l'Iran, qui était de loin le pays le plus sanctionné au monde avant la vague de sanctions contre la Russie de l'année dernière.

Les États-Unis, la Suisse, le Canada, le Royaume-Uni et l'Union européenne sont les nations qui ont imposé le plus de sanctions à la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine. La grande majorité de ces sanctions visent des individus, une petite partie frappant des entités étant généralement des entreprises ou des organismes publics.

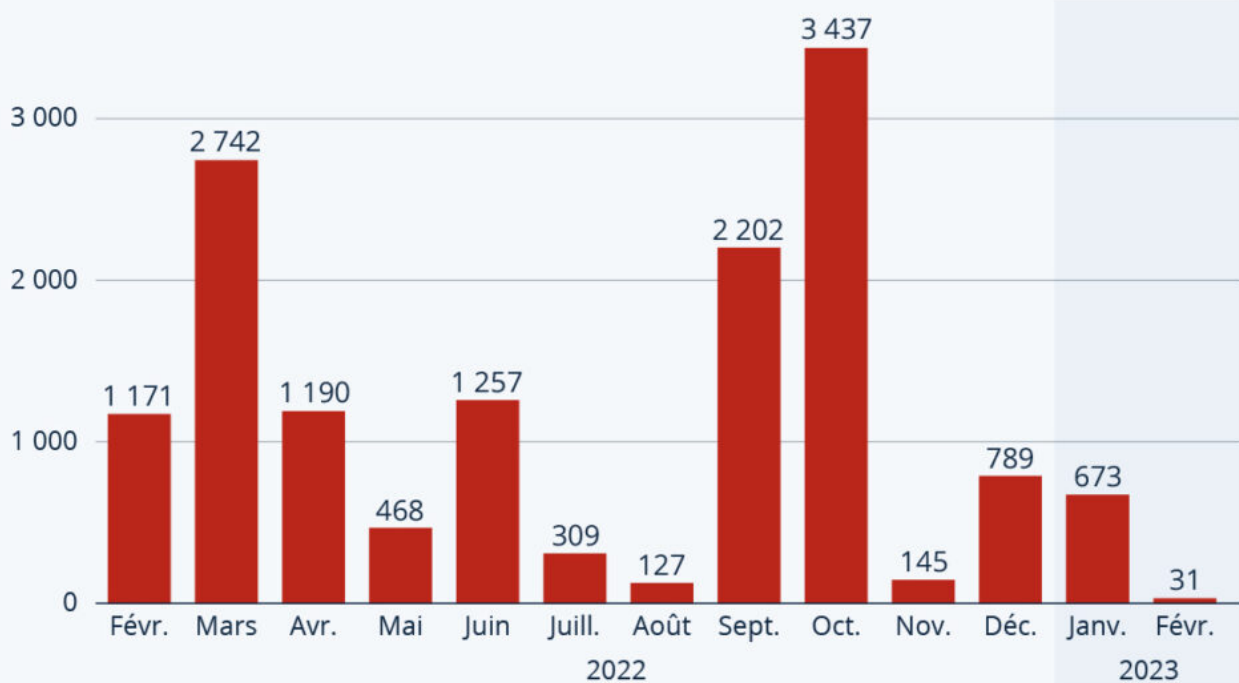
De Claire Villiers pour [Statista](#)

Plus de 14 000 sanctions en vigueur contre la Russie

Ecrit par le 9 juin 2026

Plus de 14 000 sanctions en vigueur contre la Russie

Nombre de sanctions en vigueur contre la Russie depuis février 2022



Données du 10 février 2023.

Source : OpenSanctions.org via CORRECTIV




Depuis un an, la guerre fait rage en Ukraine. Dès les premiers jours après le début de l'[invasion](#) en février 2022, la Russie a été frappée de plus de 1 000 [sanctions](#) économiques. Depuis, de 100 à 3 000 nouvelles restrictions ont été ajoutées chaque mois, comme le montre les [données](#) d'[OpenSanctions](#), site de la cellule internationale d'investigation journalistique allemande CORRECTIV. Actuellement, on compte plus de 14 500 (au 10 février 2023) sanctions en vigueur contre des entreprises, des institutions

Écrit par le 9 juin 2026

ou des individus russes.

Selon les recherches, ce sont surtout des hommes politiques et des oligarques qui ont été frappés de blocages économiques, comme par exemple le gel des comptes européens. Parmi les entreprises sanctionnées, on trouve des banques russes, des entreprises d'armement mais aussi des groupes de médias comme Russia Today (RT), qui sont également actifs en Allemagne.

La plupart des mesures économiques (environ 2 100) ont été imposées par les États-Unis. La Suisse suit avec environ 1 500 sanctions. Le Royaume-Uni et l'UE ont chacun imposé près de 1.200 blocages. Outre les sanctions au niveau étatique, de nombreuses entreprises ont également décidé individuellement de cesser leurs activités en Russie, voire de se retirer complètement du pays.

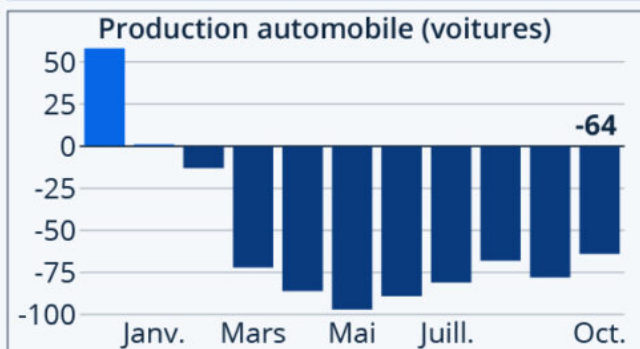
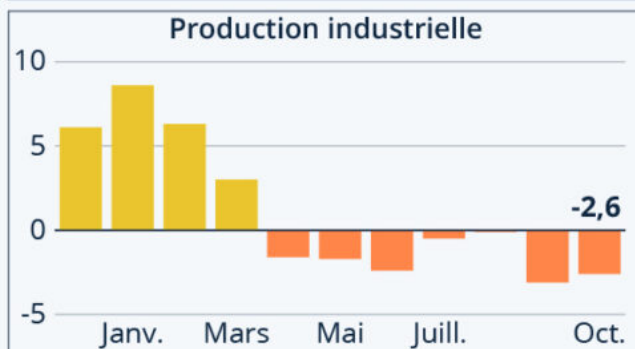
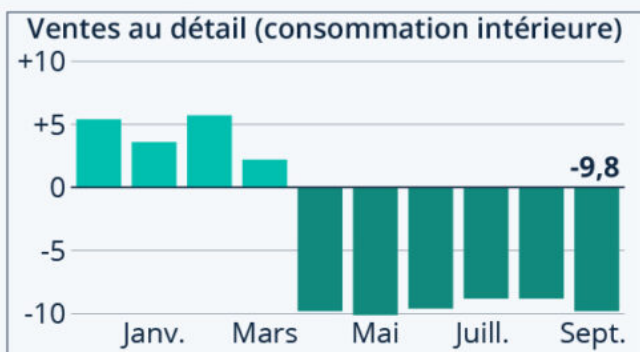
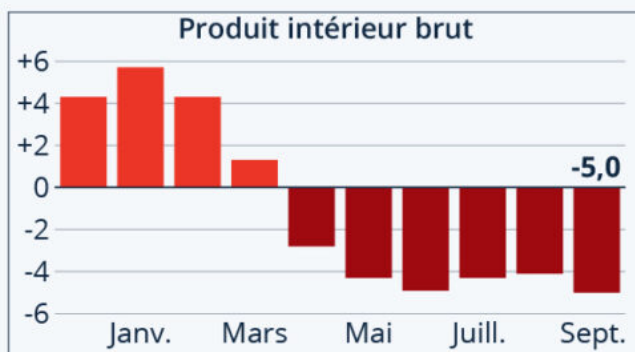
De Claire Villiers pour [Statista](#)

Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

Écrit par le 9 juin 2026

Comment les sanctions pèsent sur l'économie russe

Évolution d'une sélection d'indicateurs mensuels en Russie depuis décembre 2021 (en %, d'une année sur l'autre)



Sources : Ministère du développement économique de Russie, Rosstat et Banque de Russie



statista

L'[invasion de l'Ukraine](#) par la Russie en février 2022 a déclenché une série de sanctions imposées par l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays occidentaux en réponse à l'agression du régime de Vladimir Poutine. Depuis le 22 février, une vague de plus de 10 000 mesures restrictives est ainsi venue s'ajouter à la liste des [sanctions prises contre la Russie](#) par la communauté internationale. Ces sanctions visent principalement à affaiblir la capacité de Moscou à financer et à mener la guerre, et ciblent plus

Écrit par le 9 juin 2026

spécifiquement l'élite politique, militaire et économique responsable de l'invasion. Elles incluent notamment des restrictions sur le secteur financier russe, sur les exportations de charbon et de pétrole du pays, ainsi que sur les importations d'un grand nombre de biens de haute technologie nécessaires à certains secteurs de son industrie.

Dans un [rapport](#) publié fin octobre, le centre de réflexion Bruegel admettait cependant que, jusqu'alors, « les recettes fiscales russes n'avaient pas suffisamment souffert des sanctions pour réduire la durée de cette guerre », le gouvernement du pays profitant notamment de la [hausse des prix de l'énergie](#) pour compenser les pertes liées aux restrictions occidentales. Mais cette résistance relative pourrait bien toucher à sa fin. Les auteurs du rapport notent que « les recettes fiscales de la Russie commencent désormais à en prendre un coup ; étant donné l'ampleur des sanctions, l'économie en souffrira à moyen et long terme. Le départ d'un grand nombre d'entreprises occidentales, l'émancipation de l'UE vis-à-vis des hydrocarbures russes et l'incapacité de la Russie à trouver des solutions de remplacement équivalentes porteront « gravement atteinte » à l'économie russe ».

Des estimations provenant de sources diverses (dont les autorités russes) montrent que les mesures restrictives prises en Europe et ailleurs pèsent lourd sur l'économie du pays, les résultats étant notamment visibles à travers l'évolution de plusieurs indicateurs présentés dans notre infographie. Depuis le mois de mai par exemple, la Russie affiche un PIB en récession de 4 % à 5 % par rapport à l'année dernière. La production industrielle est en berne depuis le printemps, en particulier dans le secteur automobile, où des chutes de production mensuelle allant de 64 % à 97 % ont été rapportées d'avril à octobre. Autre indicateur de santé économique, la consommation intérieure tourne également au ralenti depuis plus de six mois, avec des ventes au détail de 9 % à 10 % inférieure à l'année précédente. Reste à savoir combien de temps l'économie russe pourra résister dans cette conjoncture défavorable.

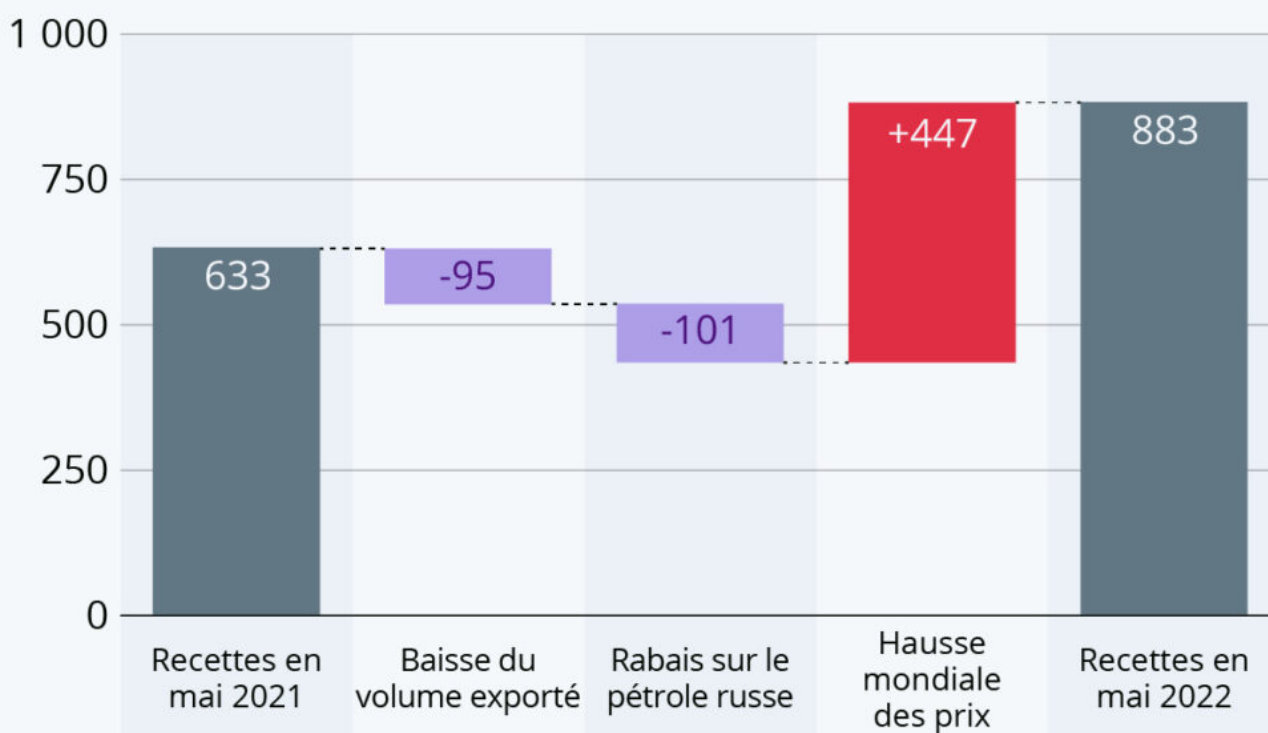
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Exportations d'énergie : la Russie gagne plus d'argent qu'il y a un an

Écrit par le 9 juin 2026

Combustibles fossiles : la Russie gagne plus d'argent qu'avant

Recettes russes issues de l'exportation de combustibles fossiles et composantes de la variation (en millions d'€ par jour)



Source : Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA)



statista

Bien que le volume de ses exportations de combustibles fossiles ait diminué depuis l'invasion de l'Ukraine fin février, la Russie gagne actuellement plus d'argent en vendant son pétrole, gaz et charbon qu'il y a un an. Ceci s'explique par la flambée des [prix de l'énergie](#) sur le marché mondial, une hausse qui s'était enclenchée avant même le début de la [guerre en Ukraine](#).

Ecrit par le 9 juin 2026

Selon les [données](#) du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), un centre de recherche basé en Finlande, les recettes récoltées par la Russie grâce à la vente de ses ressources énergétiques étaient 40 % plus élevées en mai 2022 qu'à la même période l'an dernier (où la plupart des prix avaient retrouvé leurs niveaux pré-pandémiques). La baisse des exportations due aux sanctions occidentales et les rabais que le pays accorde sur ses combustibles fossiles lui coûtent cher, avec une perte évaluée à près de 200 millions d'euros par jour. Mais parallèlement, l'explosion des prix a fait gonfler la valeur de ses exportations quotidiennes de 447 millions d'euros, faisant plus que compenser le manque à gagner.

Le rapport du CREA montre que ce sont les flux de matières premières énergétiques à destination de l'Union européenne qui ont le plus diminué, avec une valeur d'exportations quotidiennes qui a baissé d'environ 110 millions d'euros entre février-mars et mai 2022. Parmi les pays qui ont le mieux réussi à réduire leur [dépendance à l'égard de la Russie](#) on peut citer, entre autres, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, l'Espagne et l'Italie. Entre le début de l'invasion, en mars, et le mois dernier, les recettes quotidiennes de l'ensemble des exportations énergétiques russes ont ainsi diminué de près de 100 millions d'euros.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

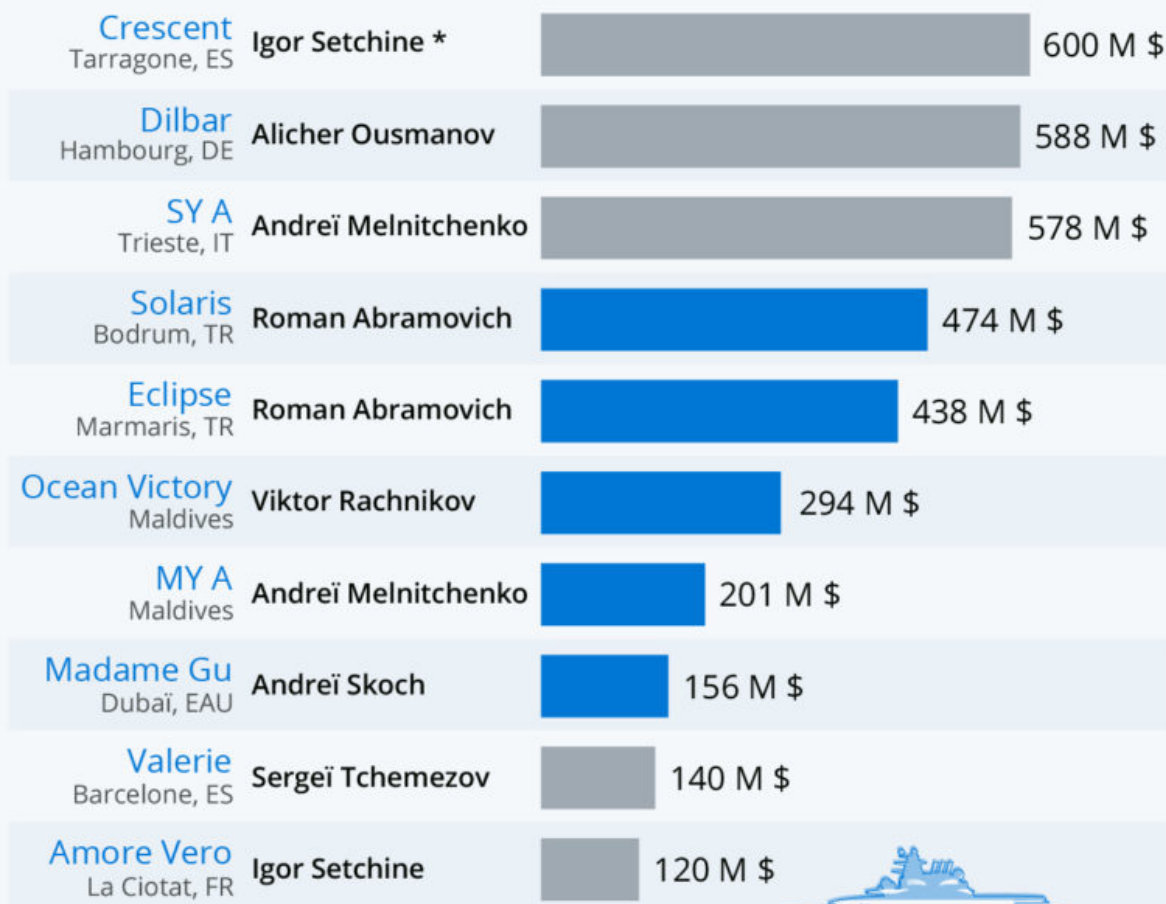
Les superyachts russes saisis (et ceux qui se sont enfuis)

Ecrit par le 9 juin 2026

Les superyachts russes saisis (et ceux qui se sont enfuis)

Superyachts des oligarques russes sanctionnés, par valeur et statut (en date du 31 mars 2022)

■ Actif bloqué/saisi



* propriétaire suspecté

Sources : Forbes, Russian Asset Tracker, rapports médias



statista

Écrit par le 9 juin 2026

Les rapports sur les saisies ou immobilisations de superyachts appartenant aux oligarques russes sanctionnés se sont multipliés à la suite de l'[invasion de l'Ukraine](#) par la Russie fin février. Mais ces palais flottants, désormais surveillés de près dans les ports européens, sont-ils de gros ou de petits poissons si l'on regarde la flotte de luxe détenue par les milliardaires russes ?

La réponse à cette question est : oui, en quelque sorte. En effet, selon les informations fournies par le « [Russian Asset Tracker](#) » (Suivi des actifs russes) et plusieurs articles de presse, quelques-uns des navires les plus gros et les plus chers ont déjà été saisis. Le Crescent, actuellement retenu à Tarragone, sur la côte méditerranéenne espagnole, appartiendrait au PDG du géant pétrolier [Rosneft](#), Igor Setchine, qui a été sanctionné. D'une valeur approximative de 600 millions de dollars et d'une longueur de 135 mètres, il s'agit de l'un des plus grands yachts au monde. Il serait doté d'une grande piscine à fond de verre, d'un hangar à hélicoptères rétractable et d'un atrium en verre de deux étages.

Le Dilbar, propriété d'Alicher Ousmanov, fondateur du conglomérat [Metalloinvest](#), est un autre gros poisson de la liste. Bloqué par les autorités allemandes alors qu'il était en réparation à Hambourg, il s'agit du plus grand yacht du monde si l'on se base sur le volume intérieur, avec une longueur impressionnante de 155 mètres. À sa livraison en 2016, il aurait coûté encore plus cher que le Crescent, qui a lui été terminé en 2019. Enfin, le plus grand voilier du monde, le trois-mâts SY A, est actuellement immobilisé à Trieste, en Italie. Il appartient à Andreï Melnitchenko, homme d'affaires lié au producteur d'engrais EuroChem et à la société de charbon SUEK.

Plusieurs autres des plus grands bateaux de luxe appartenant aux oligarques sanctionnés sont actuellement hors de portée des autorités occidentales. Ces navires se sont mis à l'abri aux Maldives, à Dubaï et en Turquie, des pays qui n'ont pas imposé de [sanctions à la Russie](#) et qui n'ont pas conclu d'accords d'extradition avec l'Occident. La Turquie héberge actuellement deux superyachts qui appartiennent au futur ex-proprétaire du [Chelsea F.C.](#), Roman Abramovich.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)